

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO29

Maurice COUVE DE MURVILLE

(24 janvier 1907 - 24 décembre 1999)

Premier ministre

Entretien n° 2 du 3 juin 1987

Par

**Maurice Vaïsse, professeur des Universités, et Cécile Pozzo di Borgo,
conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères**

Maurice Vaisse : Nous étions arrivés, la séance dernière, à la période de la direction des Affaires politiques entre 1945 et 1950. Et vous aviez commencé à répondre à la question de vos rapports avec les deux ministres des Affaires étrangères que vous avez eus l'un après l'autre, Georges Bidault et Robert Schuman. Il m'est venu entre-temps une question que je m'excuse de vous poser, en revenant un peu sur la séance précédente, à la lecture de l'ouvrage de Georgette Elgey.

De qui ?

Georgette Elgey.

La conseillère !

Sur la IV^e République. Il me semble que l'un des intérêts de ces entretiens que nous avons, c'est précisément, éventuellement de démentir ou de confirmer certaines appréciations qui ont été données déjà par des ouvrages à caractère historique ou para-historique et qui peuvent vous amener à rectifier certains points. Alors, dans l'ouvrage de Georgette Elgey, il y a une page entière qui vous est consacrée.

Je n'ai jamais lu ce livre.

Qui porte sur un des points sur lesquels je vous avais interrogé la séance précédente, c'est-à-dire au grand tournant de la politique extérieure de la France à l'égard de l'Allemagne en 1948. Alors, je reviendrai sur ce point...

En 1948 ?

Oui...

Qu'est-ce qui s'est passé en 1948 ?

Le changement de ministre...

Ah, c'était quand Robert Schuman est venu...

Oui, mais en fait avant, c'est-à-dire qu'à la suite du coup de Prague, à la suite du pacte de Bruxelles, au cours des négociations de Londres et du blocus de Berlin, la France cède, en quelque sorte, sur le plan de la fusion de la zone française avec la bizonne anglo-saxonne.

Oui...

Voilà. C'est un point sur lequel je me permettrai de revenir dans un instant. Mais à propos de cette affaire, Georgette Elgey explique que cette affaire a été aussi une occasion...

Quelle affaire ? L'affaire de...

L'affaire du changement de politique extérieure de la France.

Oui, ce qu'elle appelle le changement de politique de la France.

Oui, elle montre qu'elle est aussi l'occasion d'un désaccord entre vous-même et Georges Bidault, d'autant plus, dit-elle, d'autant plus grave que Georges Bidault avait rêvé de faire de vous son ministre des Affaires étrangères lorsqu'il avait été pendant quelques mois chef de l'État en 1946, et que vous aviez mené en 1948, selon Georgette Elgey, n'est-ce pas, campagne contre la ratification des accords de Londres.

Quels accords de Londres ?

Les accords de Londres de juin 1948.

C'était quoi, ça ?

C'était la fusion de la zone française en Allemagne ;

Ah oui, la constitution de la République fédérale...

Oui, en fait, la constitution de la tri-zone, avant la...

Oui.

Et que vous auriez même confié à Maurice Schumann à ce moment-là, en juin 1948 : " Si j'étais à votre place, je ne voterais pas pour la ratification des accords de Londres ". Alors, cette attitude présumée que rapporte Georgette Elgey, est en contradiction d'ailleurs avec d'autres échos qui sont rapportés, je vous l'avais dit, par Jean Chauvel, etc. Et au fond, je voulais vous demander quel était votre sentiment. Il s'agit peut-être uniquement de racontars, de bruits de couloir, de rumeurs. Qu'est-ce que vous en pensez ?

Ce que je pense de quoi ? Du jugement que votre auteur porte sur moi ?

Oui.

Ou bien de...

De l'ensemble.

De ce que vous appelez le changement de la politique française ?

Eh bien, le changement de la politique française, on va y venir peut-être.

Oui, mais je vais vous dire franchement, ce qui s'est passé à l'époque, c'était en 1946, n'est-ce pas ?

En 1948.

En 1948, l'accord sur la tri-zone et...

Juin 1948.

Et la République fédérale, c'était en 1949 ?

1949.

C'était en 1949, oui. Ce qui s'est passé, en réalité, c'est que de Gaulle avait pris, je dirai, très violemment position contre à la fois la tri-zone et ensuite la constitution d'un gouvernement de la République fédérale. Il était encore à cette époque-là très dans l'après-guerre, c'est-à-dire très orienté sur une politique qui consisterait à prendre toutes sortes de précautions vis-à-vis de l'Allemagne et à la contrôler étroitement. Et il avait encore l'idée que la base de toute espèce de future Allemagne était un fédéralisme poussé vraiment au maximum.

C'est la raison pour laquelle il avait pris position (dans la coulisse, puisqu'il n'était plus au pouvoir) contre toute espèce d'initiative ou de décision qui consisterait à recréer une certaine unité allemande et à jeter les débuts d'un nouveau gouvernement allemand. Et c'est en particulier ce qu'il avait dit à (nom inaudible), je crois, au moment de la constitution de la

République fédérale, qui était rapporteur du projet à l'Assemblée nationale. Comment s'appelle cet ancien ministre de la Défense qui commence par un J ?

Jacquinet¹ ?

Jacquinet, c'était lui, le rapporteur. Et alors, dans le fond, moi, je m'étais fait un peu l'interprète de ça, que je trouvais excessif. Autrement dit, mon évolution, disons entre 1945 et 1950, s'est faite beaucoup plus rapidement que celle de de Gaulle. Parce que nous avons tous évolué, n'est-ce pas, entre la fin de la guerre et la constitution de la République fédérale allemande. Nous avons tous évolué entre la position qui consistait, dans le fond, à recommencer Versailles en 1945, et la position qui consistait à faire de l'Allemagne un partenaire dans la future organisation de l'Europe occidentale. Je crois que c'est ça que je peux répondre à votre question.

Et curieusement, ça s'est traduit dans les hommes parce que c'était jusqu'en 1948 que Bidault a été ministre des Affaires étrangères. Et lui, il était tout à fait, alors, de l'opinion qu'il fallait serrer la vis à l'Allemagne. Il est arrivé un autre qui s'appelait Schuman et qui était, lui, d'une opinion tout à fait contraire. Et c'est comme ça, dans le fond, que s'est fait le changement de la politique française vis-à-vis de l'Allemagne, qui a été le fait le plus important, disons, des dix années de l'après-guerre, puisque ça a pris une bonne dizaine d'années, le terme étant de finalement accepter le réarmement de la République fédérale. Quand était-ce ? En 1950 ?

Ça se situe justement fin 1954, à la suite du rejet de la CFD.

C'est ça à la suite et de la conclusion de l'UEO, oui. Mais voyez-vous, à cette époque-là, on était encore extraordinairement méfiant vis-à-vis de l'Allemagne, puisque le traité de l'UEO pour au moins 50 %, ça consiste en des précautions contre les armements allemands. L'affaire atomique étant à part, parce qu'elle n'est pas mentionnée dans ce traité de l'UEO. Et dans le fond, cela a été une initiative personnelle d'Eisenhower, une initiative qui montrait que lui, il voyait plus loin que les autres, et qu'il était bien au-dessus des préoccupations un peu sommaires de ses futurs partenaires.

Est-ce que c'est de nature à répondre ?

Tout à fait.

C'est ce que vous pensiez ?

Tout à fait mais je préférerais vous l'entendre dire, bien entendu. Et de ce point de vue-là.

Je vous ai parlé de Jacquinet, parce que je me rappelle toujours... Moi, je n'étais pas parlementaire ni politique à cette époque-là, mais j'allais un peu à l'Assemblée comme commissaire du gouvernement. Et je me rappelle des conversations avec Jacquinet, qui était torturé entre l'idée de ne pas faire ce que lui demandait de Gaulle et l'idée de prendre position contre la ratification du traité créant la République fédérale.

Par conséquent, vous convenez qu'il y a eu un changement de la politique extérieure de la France ?

Mais ça, je ne suis pas d'accord sur le terme de changement. Il y a eu évolution. Et cette évolution s'est faite progressivement, par bonds successifs, d'où l'idée du changement, de ce

¹ Louis Jacquinet est un homme politique français, né le 16 septembre 1898 à Gondrecourt-le-Château (Meuse) et mort le 14 juin 1993 à Paris.

que j'appelais la politique de Versailles, au début, à la politique d'association et d'accession à l'égalité de la future République fédérale. Autrement dit, il a fallu pour faire cette évolution, une dizaine d'années. Et ce n'est pas beaucoup, quand on pense à ce qui s'était passé pendant la guerre et à l'état d'esprit dans lequel tout le monde était en 1945. C'est vraiment extraordinaire.

Il a fallu vraiment chez tous les bien-pensants (parce que c'était les bien-pensants qui étaient anti allemands naturellement) que l'anticommuniste fût la conception prédominante, parce que c'est ça qui a poussé à la conversion du côté français. Pour les autres, c'était plus facile, en particulier pour les Américains, naturellement : ils n'avaient pas été occupés par les Allemands et n'avaient pas fait la guerre comme nous. Mais pour nous, c'était quand même quelque chose de... On retrouvait, en quelque sorte, dans cette évolution fondée sur l'antisoviétisme, on retrouvait un peu Vichy parce que Vichy, c'était ça, n'est-ce pas.

Alors, nous en étions à parler des deux ministres des Affaires étrangères, Georges Bidault et Robert Schuman. Est-ce que vous avez entretenu les mêmes rapports avec Robert Schuman qu'avec Georges Bidault ?

Ah, pas du tout, non. Ça, vous le savez, je pense. Avec Georges Bidault, curieusement, j'entretenais de très bons rapports parce que nous étions aussi différents qu'on peut l'être. Mais ça allait bien. Et pour ce qui me concerne, ça allait d'autant mieux que (je vous l'ai dit la dernière fois, je dis ça sans prétention) très largement, je faisais son travail.

Avec Robert Schuman, j'ai de la peine à vous le dire, à vous expliquer, parce que je n'ai jamais très bien compris. Essentiellement, c'était l'incompatibilité d'humeur, je crois. Il ne m'aimait pas. Il me supportait difficilement, je ne sais pas pourquoi. Il a fini d'ailleurs par se débarrasser de moi en m'envoyant au Caire qui a été, dans mon métier diplomatique, mon premier limogeage.

Mais c'était une question psychologique mais également une question politique ?

Je pense qu'il y avait aussi une question politique. J'imagine qu'il était... c'est tellement loin, tout ça, et c'est difficile à expliquer. Je vous ai dit, déjà, pour ce qui est de l'Allemagne, je le dis et je le répète parce que je trouve que c'est son mérite principal, je l'ai qualifié de binational. Et il le fallait. Et personne d'autre n'aurait fait la même chose. Mais en même temps, il était, en quelque sorte, indifférent au reste et, en particulier, à tout ce qui concernait l'Amérique et nos rapports avec les États-Unis. Je crois que c'était un peu ça qui était, si vous voulez, l'obstacle qui nous a toujours empêchés de travailler ensemble dans un véritable esprit de coopération. Davantage peut-être que les histoires allemandes.

Comme je vous l'ai déjà dit aussi, je crois (je ne me rappelle plus très bien ce que je vous ai dit la dernière fois) qu'il était, dans le fond, sur les histoires européennes, relativement sceptique, et intéressé seulement dans la mesure où ça pouvait concerner l'Allemagne et amener l'Allemagne dans notre camp sur un pied d'égalité et dans des perspectives d'avenir ; ce en quoi il avait tout à fait raison. Moi, j'étais tout à fait d'accord là-dessus. J'ai toujours considéré l'histoire de 1950 sous cet angle.

D'ailleurs, je n'étais plus à Paris à ce moment-là. J'en ai entendu parler au Caire. J'étais déjà expulsé car c'est bien de ça qu'il s'est agi. Il m'a expulsé avec toute l'espèce de précaution et d'environnement, en me donnant l'avis d'ambassadeur, en me donnant une certaine autorité sur les missions diplomatiques de la région, et ainsi de suite, pour m'amadouer et m'amener à consentir. Vous pourriez demander à Bourbon Busset qui était son chef de cabinet. Je ne sais pas si vous l'avez interrogé déjà.

Cécile Pozzo di Borgo : Nous l'avons déjà interrogé.

Vous l'avez déjà interrogé. Il ne me portait pas une affection particulière non plus. Je ne sais pas s'il vous l'a dit.

C. Pozzo di Borgo : Non, il ne s'est pas exprimé. (rires)

M. Vaïsse : Alors, précisément vous avez dit tout à l'heure quelque chose d'extrêmement intéressant dans vos rapports avec Georges Bidault, dans la mesure où vous sembliez former, en quelque sorte, un binôme.

Oui.

Et dans tout ça, quel rôle jouait le secrétaire général ? Vous en avez dit un mot la fois dernière.

Le secrétaire général. C'était Chauvel, à l'époque ?

C'était Chauvel.

Il y était encore quand Bidault est parti.

Oui, exactement.

Quand est-ce qu'il est parti, alors ?

Il est parti fin 1948.

Fin 1948, c'est-à-dire après l'arrivée de Schuman.

Tout à fait.

Et qui l'a remplacé ? C'était Parodi ?

C. Pozzo di Borgo : Parodi.

Oui, c'est ça. Eh bien, je dirais que le secrétaire général à l'époque de Bidault ne jouait pas beaucoup de rôle dans la politique. Il critiquait de son bureau, mais en dehors de ça, il jouait un rôle assez secondaire. Je ne sais pas si vous avez eu cette impression ou si d'autres vous l'ont dit, mais c'était bien ça. Moi, je dois dire que je le voyais très peu. Qui est-ce qui jouait un rôle, à cette époque-là ? Oui, alors.

C'est la question que j'allais vous poser.

Eh bien, il y avait (Pierre-Louis) Falaize qui était le directeur de cabinet de Bidault, et puis moi.

Je crois que c'est Parice qui était à la direction d'Europe, dans un premier temps.

Oui, je ne me rappelle absolument pas.

Puis François Seydoux. Est-ce que les gens de la direction d'Europe jouaient un rôle ?

Oui, ils jouaient un rôle, bien sûr, ils ne pouvaient pas ne pas jouer un rôle. Mais enfin, il n'était pas question qu'ils ne fussent pas sous mon autorité. Je veux dire, ça ne posait aucun problème de principe ou de définition de politique générale.

Et les ambassadeurs, en particulier les plus importants d'entre eux, René Massigli, quels rapports ?

Mais René Massigli, il était toujours à Londres à ce moment-là.

Quels rapports entreteniez-vous avec lui ? Il y a une chose qui m'a frappé, c'est peut-être tout simplement une coïncidence mais dans l'ouvrage de René Massigli, vous êtes cité à deux occasions, seulement, alors que c'est un ouvrage extrêmement dense. Et ces deux occasions sont d'ailleurs les mêmes, alors que c'est à 300 pages de distance, où il explique que vous avez succédé ou plutôt que Pierre Mendès France vous a remplacé.

Que ?

Que Pierre Mendès France vous a remplacé au Comité national français.

Oui.

Comme commissaire aux finances.

Comme commissaire aux finances, oui. Oh, ça, c'est une vieille histoire, bien antérieure.

Oui, mais je veux dire par là, que...

C'était en 1944.

C'est ça mais il est étonnant que René Massigli n'ait pas fait plus souvent allusion à vous dans un ouvrage tout de même très dense, alors que son ouvrage commence en 1944, se termine certes en 1954, donc il y a une période de 6 ans.

C'est la période de son ambassade à Londres ?

Oui, c'est ça.

Il est resté jusqu'en 1954 ?

Oui, c'est peut-être une curiosité qui n'a aucun objet. Peut-être, au fond, n'y avait-il pas lieu de vous citer dans ses mémoires. Mais ça m'a tout de même étonné. Et je me suis demandé s'il y avait là une raison.

Là, je ne sais pas s'il y avait une raison. J'ai toujours eu de bons rapports avec Massigli, il n'y avait aucun problème entre nous, certainement. J'ai eu, quand j'étais directeur politique, peu de rapports avec l'ambassade de Londres et avec Massigli. Ça, c'est vrai. Et dans le fond, quelle en était la raison ? C'est probablement qu'il commençait ce qui s'est développé et poursuivi par la suite, c'est-à-dire que Londres jouait de moins en moins de rôle dans la politique internationale et pour ce qui concerne la politique française.

Jadis, c'est-à-dire avant la guerre, Londres, c'était tout. C'était eux qui faisaient notre politique. Cela a été juste le contraire après. Nous avons eu de moins en moins de rapports avec eux. Nous avons beaucoup de rapports avec les États-Unis, sans aucun doute. Et puis après, il y a eu l'Allemagne. Mais l'Angleterre, de moins en moins.

Cependant, il y a eu le traité de Dunkerque.

Il y a eu le traité de Dunkerque.

Il y a eu le pacte de Bruxelles.

Oui, le traité de Dunkerque, c'était Léon Blum, si je me rappelle bien.

Oui.

Quand il était président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Et puis après, il y a eu...

Le pacte de Bruxelles.

Le pacte de Bruxelles, oui. Cela a été le fruit de la politique de gens qui étaient restés avant la guerre. Et je pense en disant ça à Léon Blum et Mendès France. Pour l'un et pour l'autre, la base de toute espèce de politique française, c'était l'accord avec Londres. Et la grande puissance qui pouvait agir en Europe, c'était la Grande-Bretagne. Ils en étaient restés là.

Pour Léon Blum, c'était vraiment un reliquat du passé, y compris Léon Blum lui-même, d'ailleurs. Il a voulu, disons, renouveler ce qu'on avait fait après la première guerre mondiale, c'est-à-dire essayer de mettre sur le papier une alliance entre la France et la Grande-Bretagne pour que la Grande-Bretagne ne se dérobe pas à nous défendre contre l'Allemagne. C'était ça, le...

Et pour lui comme pour Mendès France, en ce qui concerne la défense de l'Europe, il y avait une chose qui comptait, c'était que l'armée britannique reste sur le continent. C'était ça, la chose fondamentale. Le traité de Lyon avait ça pour objet et le traité de Dunkerque aussi, mais Lyon c'était l'objet principal dans l'esprit de ses promoteurs, c'est-à-dire pour ce qui est de lui ou de Mendès France.

Oui.

Ils voyaient vraiment les choses comme ça.

Mais en 1948, Léon Blum n'était plus au pouvoir et Pierre Mendès France n'y était pas encore. C'était Georges Bidault.

Oui.

Par conséquent...

Qu'est-ce qui s'est passé, en 1948 ?

Le pacte de Bruxelles.

Qu'est-ce que vous appelez le pacte de Bruxelles ?

La création de l'Union occidentale.

Non, c'était le traité de Dunkerque qui avait commencé les choses.

Oui, mais...

Ça, c'était Léon Blum.

Oui, mais tout de même, la création de l'Union occidentale...

Qu'est-ce que c'était que l'Union occidentale ? Alors là...

C'était l'association de la France, de la Grande-Bretagne et du Benelux.

Oui, mais c'était la suite du traité de Dunkerque. C'était la même chose.

Enfin, ça avait...

C'était encore des actes qui étaient dirigés contre l'Allemagne.

Oui, tout à fait.

Pour se défendre contre l'Allemagne. On a changé en 1954.

Oui. Entre-temps est intervenu le coup de Prague en février 1948. Du coup, le pacte de Bruxelles a pris une nuance moins anti allemande et un peu plus anti soviétique.

Oui, ça a fait partie de l'évolution des choses dont nous parlions tout à l'heure.

Si je pose la question du pacte de Bruxelles, c'est...

Moi, je n'ai aucun souvenir du pacte de Bruxelles.

C'est justement ça qui est intéressant.

Mais c'était une foutaise (mot inaudible), non ?

(Rires)... Pas dans l'esprit de ses promoteurs, en tout cas !

Qui étaient ses promoteurs ?

Eh bien, il y avait certainement Paul-Henri Spaak², il y avait Bidault.

Il devait y avoir du Massigli, aussi, là-dedans...

Il y avait beaucoup de Massigli et il y avait Jean Chauvel précisément. C'est là où...

Oui, il y avait tous les vieux... (rires). Non, mais c'est vrai, des gens qui rumaient leur passé. Oui, ça, c'était le conformisme Quai d'Orsay.

Parce que...

Et cela a été signé en quelle année ?

Mars 1948.

En mars 1948, c'était seulement à peine 3 ans après la fin de la guerre. On peut tout de même comprendre qu'à ce moment-là, l'Allemagne était toujours un problème.

Oui. Alors, il vous apparaissait que l'alliance franco-britannique ne correspondait pas aux nécessités de l'après-guerre ?

Je ne dirai pas exactement ça. Je dirai que l'alliance franco-britannique était une chose sympathique et qui devait continuer, mais que ce n'était pas de nature à régler nos problèmes. C'était devenu, en quelque sorte, un peu secondaire. Moi, c'est comme ça que je sentais les choses, à l'époque.

On a toujours dit que j'étais antibritannique, mais ça n'est pas exact. On n'est pas anti quelque chose quand on essaye de juger, disons, objectivement. C'est la même chose pour Israël. Quand on dit qu'Israël est impérialiste et ne veut pas la paix, on est anti-israélien, alors qu'on exprime simplement, qu'on constate la réalité.

² Paul-Henri Spaak, né à Schaerbeek le 25 janvier 1899 et mort à Braine-l'Alleud le 31 juillet 1972, est un homme d'État belge. Il est considéré comme l'un des Pères de l'Europe.

Alors, la politique que vous meniez, était, elle, plus orientée vers les États-Unis.

Eh bien, c'est-à-dire que les États-Unis commençaient à s'imposer comme l'interlocuteur principal, il n'y a aucun doute là-dessus ; entre 1945 et l'alliance Atlantique qui était de 1949.

Tout à fait. Est-ce que vous avez participé aux négociations menant au traité de Londres ?

Non, justement. Pour les raisons que nous disions tout à l'heure, Robert Schuman ne m'y avait en aucune façon associé. Et il en avait chargé Roland de Margerie, qui était à l'époque, je ne sais plus ce qu'il était. Directeur d'Europe ?

Directeur adjoint.

Directeur adjoint. Non, ça, je n'ai pas du tout été associé. J'ai été à la formalité de la signature à Washington, mais enfin ça, c'était subalterne. J'étais parfaitement au courant, mais je n'ai pas participé du tout à la négociation.

Est-ce que vous y étiez favorable ?

Ça me paraissait normal, oui. Mais rappelez-vous, à cette époque-là dans le fond, tout le monde était d'accord sur le pacte Atlantique, sur l'alliance, le traité de l'Atlantique Nord, ça s'appelait. Il n'y avait qu'une chose, dans le fond, qui revenait constamment dans les discussions et les jugements, c'était, je crois, l'article 5, autrement dit la portée de l'engagement américain. Et les Américains n'ont jamais voulu s'engager, s'engager automatiquement. Autrement dit, ils pratiquaient déjà à cette époque-là (c'était en 1948-1949) la réponse flexible.

Oui.

Ah oui !

Ils s'engageaient tout de même en Europe.

Oui, ils s'engageaient en Europe, mais pas inconditionnellement. Ils avaient parfaitement raison, d'ailleurs.

Tandis que dans le pacte de Bruxelles, l'article 4 prescrivait un engagement automatique des différents pays en cas d'attaque.

C'est ce que tous les Européens vous racontent aujourd'hui. L'UEO, c'est bien plus important que le pacte Atlantique puisque ça suppose un engagement inconditionnel. On n'ajoute pas un engagement inconditionnel de gens qui n'ont aucun moyen d'aucune sorte.

Quand il y avait des négociations avec les Américains, est-ce que l'aspect de la dépendance financière dans laquelle se trouvait la France vous préoccupait ?

Écoutez, je vous dirai franchement, alors, que ça n'intervenait pas vraiment dans les préoccupations, non. Vous voyez, on a, vous me direz, le plan Marshall, c'était avant le traité Atlantique.

Oui.

Puisque le plan Marshall, ça remonte à quoi ?

1947.

Alors là, naturellement, ça a beaucoup intéressé les Européens. Mais je ne peux pas dire que ça ait interféré dans la politique, et ça a d'autant moins interféré dans la politique que les Américains avaient à l'époque, jusqu'au traité de l'Atlantique. Ils étaient dans le fond beaucoup moins intervenants en Europe, c'était un peu comme les Anglais, ce qu'on espérait essentiellement, c'était qu'ils restent en Europe avec leur armée, qu'ils n'évacuent pas, comme on aurait pu penser qu'ils le feraient, comme il était à cette époque-là assez vraisemblable qu'ils devaient le faire.

Est-ce que le traité de l'Atlantique vous paraît avoir été une proposition américaine faite aux Européens ou une demande européenne faite aux Américains ?

Je ne sais pas, je ne pourrai pas vous répondre. Le plus vraisemblable, c'est qu'il y a eu coïncidence entre la définition de cette politique américaine bipartisane, qui a pris corps à cette époque-là d'un côté, et puis le désir de sécurité des Européens. Je ne sais pas comment ça s'est passé, je n'ai pas souvenir. Vous le savez, vous ?

Oui, c'est-à-dire qu'en tout cas, j'ai ma petite idée là-dessus. Je constate que les Européens et, en particulier, les Anglais et les Français (en particulier Georges Bidault) par trois fois en quatre mois dans le premier semestre de l'année 1948, appellent les Américains à l'aide et disent aux Américains : " Nous faisons le pacte de Bruxelles, avec les Anglais et les gens du Benelux, mais nous n'avons pas de moyens. C'est à vous de nous apporter les moyens. "

Oui, mais c'est ce que je vous disais. Il y avait un désir des Européens d'avoir l'alliance et, d'ailleurs, la protection des États-Unis, surtout le maintien des États-Unis en Europe. Parce qu'à cette époque-là, la question était très largement, dans le fond, en l'air. On ne savait pas du tout quel serait, en définitive... et il a fallu attendre le traité de l'Atlantique pour que ça se précise un peu.

Alors, oui, c'est en effet l'époque où les États-Unis, 3-4 ans après la guerre, ont commencé vraiment à s'épanouir en Europe et y avoir une politique. Dans les débuts, ils ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils allaient faire. Mais cela a été rendu possible par la politique bipartisane. Je crois que s'il n'y avait pas eu ça, cela n'aurait pas marché.

Oui, mais la France vivait tout de même beaucoup des crédits américains.

Elle vivait... c'est-à-dire qu'il y avait le plan Marshall...

Oui.

Oui, bien sûr mais le plan Marshall, c'était autre chose que la défense.

Bien entendu.

Dans le fond, le plan Marshall, c'était une charité des États-Unis pour aider les Européens à se reconstituer, subordonnée un peu à des conditions. Par exemple, l'Europe puisque pour les Américains à cette époque-là, l'idée européenne était l'idée d'une association des pays européens qui leur permettrait d'avoir, de gérer mieux leur économie et, par conséquent, de ne plus avoir dans l'avenir besoin de faire appel à l'aide américaine. C'était contre le renouvellement d'un plan Marshall.

Oui. Quel rôle jouait l'idée européenne dans ces années-là et, en particulier, dans la politique française ? Il y a une espèce de testament politique, si on peut dire, de Georges Bidault à une réunion qui a lieu à Bruxelles, je crois, le 18 juillet 1948, où il en appelle à la... (mot inaudible).

Une réunion quadripartite ?

Non, une réunion des pays du pacte de Bruxelles, c'est-à-dire...

Ah bon ?

Et où il en appelle à la création d'une assemblée européenne qui va devenir le Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe, oui.

Alors, quelle idée, quelle place tient l'idée européenne dans tous ces débats et dans la politique française ?

Vous savez, c'était encore très vague, à cette époque-là, les histoires européennes. Et vous venez d'en mener la démonstration. L'Assemblée européenne et le Conseil de l'Europe, c'était uniquement de la figuration. Ça ne pouvait servir à rien du tout.

Mais pourquoi ? Parce que l'idée en elle-même était...

Au point de vue pratique. L'idée européenne se traduisait d'autre part dans le pacte de Bruxelles et puis dans le traité de l'UEO, en parallèle avec les Américains. Il me semble. Il n'y avait pas encore beaucoup de la théologie européenne qui est apparue un peu plus tard sous l'influence, essentiellement, je dirai, des conseillers de Jean Monnet³, des gens qui avaient imaginé la CECA⁴. Ce n'était pas Monnet lui-même qui n'avait aucune opinion, aucune idée sur ces choses-là. C'était les quelques conseillers qu'il avait derrière lui qui s'appelaient Hirsch ou Fontaine, ou je ne sais pas quoi. Mais ça, c'est apparu un peu plus tard, plutôt vers 1949-1950, la religion des États-Unis d'Europe qui était très largement née, d'ailleurs, de gens dominés par l'influence américaine.

Mais alors en même temps, il y avait une contradiction, dans la mesure où se confier militairement aux États-Unis, comment créer une Europe qui soit vraiment indépendante des États-Unis ?

L'idée n'était pas que l'Europe fut indépendante des États-Unis. L'idée était de créer une Europe, qu'on appelait les États-Unis d'Europe, à l'époque. Mais rien ne disait qu'ils étaient indépendants des États-Unis. Tous les gens qui étaient partisans de cette histoire étaient des clients de l'Amérique, à commencer par Jean Monnet qui n'a pas imaginé une seconde que l'Europe put être indépendante des États-Unis.

Georges Bidault ?

Georges Bidault, vous savez, il s'en foutait en réalité de tout ça. Je veux dire qu'il n'a jamais été ce que l'on a appelé par la suite un Européen, c'est-à-dire un partisan des dogmes lancés par les collaborateurs de Monnet, non.

Parmi ses collaborateurs, il y avait Jean Morin.

Oui.

³ Jean Monnet, né le 9 novembre 1888 à Cognac (Charente) et mort le 16 mars 1979 à Houjarray, lieu-dit de Bazoches-sur-Guyonne (Yvelines), est un fonctionnaire international français, banquier international, promoteur de l'atlantisme et du libre-échange. Il est considéré comme l'un des « pères de l'Europe ».

⁴ La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) était une organisation internationale fondée sur le traité de Paris (1951), entré en vigueur le 23 juillet 1952 pour une durée de 50 ans.

Qui a pris contact avec le chancelier, enfin, avec le futur chancelier Adenauer.

Oui.

Est-ce que vous étiez au courant, à ce moment-là, de ces contacts ?

Ça, je ne peux pas vous dire, je n'ai vraiment pas le souvenir. Non, je ne pense pas, d'ailleurs, parce qu'Adenauer n'était pas encore officiel.

Non, c'était des contacts officieux, bien sûr.

Et Monnet ne l'était pas non plus.

Non.

C'était des choses qui se passaient dans la coulisse, en quelque sorte. Adenauer, je vous l'ai déjà dit, il était exactement comme Robert Schuman en ce qui concerne l'Europe, c'est-à-dire totalement sceptique mais trouvant que c'était bien commode. Ça a été, en quelque sorte, un des moyens, et le moyen le plus efficace de dédouaner l'Allemagne, de la faire rentrer dans l'Europe occidentale sur un plan d'égalité. Le plan Schuman, c'était ça.

J'étais hier à l'inauguration du côté du boulevard Lannes, de la statue de Robert Schuman. Je ne sais pas si vous avez eu un écho dans la presse là-dessus. C'était marrant, parce qu'il y a eu deux discours, l'un de Poher et l'autre de Chirac. Et alors, ils célébraient le grand Européen, ce qui est en effet la légende qui est attachée au personnage de Robert Schuman, alors qu'il n'a rien à voir avec ça. C'est le grand homme (je dirai ça sans exagérer) qui a vraiment fait, a commencé, plutôt, la réconciliation franco-allemande.

Alors, le couvert européen était une commodité pour ça. Dans les débuts, c'était un alibi, le plan Schuman qui a permis de supprimer l'autorité de la Ruhr et, par conséquent, de supprimer cet assujettissement de l'Allemagne à ses anciens vainqueurs. Ce n'était pas autre chose.

Précisément, à propos de l'Allemagne, des rapports franco-allemands, est-ce que c'est vous qui, avant de quitter votre poste de directeur des Affaires politiques, avez négocié les conventions franco-sarroises ?

Oui, je m'en suis beaucoup occupé, de ça, à l'époque.

Parce qu'elles sont signées au début de 1950, c'est-à-dire après votre départ. Mais elles sont certainement négociées au cours de l'année 1949 avec le gouvernement sarrois ?

En 1949, j'étais encore à Paris, à ce moment-là. Oui, je m'en suis occupé. Qui était dans la Sarre pour nous représenter, c'était ?

Grandval.

C'était Grandval, oui. Cela a été, curieusement, une de mes destinées dans les métiers que j'ai faits pendant longtemps. Avant la guerre, de liquider la première affaire sarroise, nous en avons parlé l'autre jour. Après la guerre, de recommencer et de la liquider de nouveau. Alors, c'est moi qui ai achevé la liquidation en 1956 ou 1957 quand j'étais à Bonn ?

À Bonn, oui.

Oui.

Est-ce que vous avez un souvenir particulier de ces négociations avec les Sarrois ?

Non, je n'ai pas de souvenir particulier. C'était encore l'après-guerre, les Sarrois étaient, à cette époque-là, extrêmement désireux d'entrer, d'accepter notre protectorat. Ils étaient tout à fait d'accord. Curieusement, ç'a évolué par la suite. Et notamment, il n'y avait pas de gouvernement allemand, il n'y avait pas d'Allemagne à la suite de la création de la République fédérale et de la reconstitution d'un pouvoir allemand. Cela a changé naturellement mais dans les débuts, dans les premières années, c'était vraiment tout à fait frappant.

Quand vous êtes nommé ambassadeur au Caire, Hervé Alphand qui a été, en même temps que vous avez été directeur des Affaires politiques, directeur des Affaires économiques, quitte également son poste. Pendant ces presque 5 années...

Il est devenu quoi, à cette époque-là ?

Je crois qu'il a été nommé aux Organisations internationales, si j'ai bien suivi. Je n'ai pas ça très présent à l'esprit, mais il a quitté son poste de directeur des Affaires économiques.

Ah oui, à ce moment-là ? Je ne me rappelle plus parce qu'il n'était pas encore ambassadeur à Washington.

Non, pas du tout.

Il m'a succédé comme ambassadeur à Washington mais c'était beaucoup plus tard.

Oui, exactement, du temps du général de Gaulle.

Non, c'était Christian Pineau.

Je veux dire, pour Hervé Alphand.

Pardon.

Pour Hervé Alphand.

Quand il a été nommé à Washington, il était représentant à l'ONU.

C'est ça.

Et il m'a succédé à Washington quand j'ai été limogé par Christian Pineau pour avoir critiqué les affaires de Suez.

Oui. Est-ce que pendant cette période de 1945 à 1950, vous aviez, vous, à la direction des Affaires politiques, et Hervé Alphand à la direction des Affaires économiques, une concertation de telle sorte que...

Oui, ça oui, nous travaillions ensemble. D'abord, nous sommes de vieux amis et, puis, c'est difficile de séparer les deux directions. Ça fait partie d'un ensemble. Normalement, c'est le secrétaire général qui devrait faire la liaison. Bon, mais en fait, il nous était facile de travailler ensemble. Par exemple, le plan Marshall.

Parce que quand Robert Schuman se sépare à la fois de vous et d'Hervé Alphand, il...

Oui, mais pas pour les mêmes raisons.

Non ?

Parce que dans le fond, Alphand, dès les origines, avait été très porté sur les affaires européennes. C'était une des choses que Schuman nous reprochait, indépendamment de notre difficulté de cohabiter, pour des raisons de caractère. Je ne sais pas, je ne peux pas vous expliquer. Mais il est évident que, disons, mon scepticisme sur les affaires européennes s'était... Lui était sceptique aussi mais pas de la même façon parce qu'il cherchait à en tirer parti. C'était un scepticisme bienveillant, le sien.

Et comment peut-on accepter de partir pour Le Caire quand on a été directeur des Affaires politiques ?

Oh, moi, vous savez, je l'avais été pendant 5 ans. Je savais que ça ne marchait plus du tout. Et moi, je n'étais pas un diplomate de profession. Ça ne m'ennuyait pas d'aller au Caire. C'était une expérience.

Vous n'avez pas souhaité réintégrer l'Inspection des finances ?

Qu'est-ce que j'irais faire ? Non, c'était fini pour moi. C'était fini.

Et vous avez accepté, avec (inaudible) de partir pour l'Égypte qui n'était pas un poste de toute première importance.

Oui, je l'ai accepté, je ne veux pas dire avec indifférence, mais sans virulence en tous les cas.

Alors, au Caire, vous allez avoir beaucoup de loisirs que comme directeur des Affaires politiques. Je suppose que le poste n'est pas un poste extrêmement prenant à cette époque-là, mais vous allez y assister à des événements extrêmement importants. Vous avez au fond la chance de vous trouver au moment de la Révolution égyptienne.

Oui, c'était en 1952.

Oui, absolument.

La fin de la...

La période (inaudible).

Oui, j'ai eu deux ans de Farouk et deux ans de Naguib et Nasser.

Alors d'abord, quel peut être le rôle d'un ambassadeur de France dans cette Égypte qui était encore très tenue en main par l'Angleterre ?

Oui, encore, mais quand même, ça avait bien... enfin, je ne sais pas, je n'avais pas connu avant mais ça avait dû bien changer. Elle était encore occupée puisqu'il y avait encore la garnison anglaise sur le canal. Mais les Anglais ne jouaient plus un rôle très important politiquement parlant, en Égypte. Ils commençaient déjà à se détacher d'ailleurs de tout. C'était les débuts de leur évolution de tout et, en particulier, du Moyen-Orient. Maintenant, cette évolution est terminée et n'existe plus. Ils ne manifestent en rien, ils ne sont présents nulle part. Ça commençait déjà un petit peu à ce moment-là, quand même. C'était l'ambassadeur des États-Unis qui était le personnage le plus important.

On ne peut pas dire que les Français étaient sans influence parce que nous jouions notre rôle, tout de même. Et largement autant que les Britanniques, sûrement.

Quels étaient les rapports de l'ambassadeur de France avec le roi Farouk ?

Ils étaient excellents. Ils étaient très bons. Moi, je le voyais de temps en temps. C'était un homme fort intelligent, d'ailleurs. Comme toujours, dans ces pays-là, ils sont incapables de gérer leur pays. Et les problèmes sont tout de même des problèmes économiques, avec une base démographique. C'était déjà comme ça à cette époque, beaucoup moins qu'aujourd'hui où c'est épouvantable, mais enfin c'était déjà ça.

Alors, ils avaient des problèmes dont l'un des principaux était d'obtenir l'évaluation des enjeux, naturellement. Ils avaient des rapports avec les Américains et avec les Soviétiques, mais ils n'étaient pas devenus encore vraiment des satellites vis-à-vis des uns ou des autres comme ils l'ont été par la suite. Parce qu'ils se sont tournés complètement du côté soviétique à une époque et, puis après, ils sont revenus du côté américain. Mais c'était bien plus tard car, à cette époque-là, il y avait encore le problème des livraisons d'armes. Et ni les uns, ni les autres, je veux dire, ni les Américains, ni les Russes ne livraient d'armes, n'avaient fait de l'Égypte un pays vraiment dépendant de leur impérialisme.

Est-ce qu'il y avait beaucoup de monde à l'ambassade de France au Caire, à ce moment-là ? Est-ce que c'était une ambassade importante ?

Oui, c'était une ambassade assez importante. Nous avions tout de même d'abord de grands intérêts culturels, il y avait tout un héritage, en quelque sorte, du XIX^{ème} siècle, de Méhémet Ali⁵; qui avait été une grande époque française. Et nous avions tout de même un établissement culturel très important avec beaucoup d'établissements et beaucoup... enfin, d'influence ; beaucoup plus que les Anglais, sans aucun doute.

Est-ce que vous avez eu des rapports avec les militaires avant ?

Les militaires égyptiens ? Non.

Est-ce que vous avez vu venir ?

Mais ils ne jouaient pas un rôle bien important du temps de la monarchie, encore. Du temps de la monarchie, dans le fond, c'était vraiment un régime politique. Il y avait un Parlement et des partis politiques. Et c'était le parti qu'on appelait le Wafd⁶ qui était le maître du pays.

Oui mais en même temps.

C'était une formation politique, appuyée sur les grands intérêts agricoles.

Est-ce que vous avez vu venir, ou est-ce que certains de vos collaborateurs ont vu venir le coup de force des militaires égyptiens ?

Pas vraiment, non. C'est-à-dire que ça a commencé par ce qu'on a appelé l'incendie du Caire, enfin par une émeute. Alors à partir de ce moment-là, on était vraiment alertés. Mais on ne se rendait pas compte à quel point la monarchie, le roi Farouk était sans assise véritable dans le pays et à quel point le parti dominant de l'époque, le Wafd, encore une fois, était usé par le pouvoir.

⁵ Méhémet Ali, également orthographié Muhammad ou Mehmed'Alī, né à la fin des années 1760 (la date exacte est débattue) à Kavala en Macédoine orientale (alors dans l'Empire ottoman) et mort le 2 août 1849 à Alexandrie en Égypte, est un officier ottoman d'origine albanaise, vice-roi d'Égypte de 1804 à 1849 et généralement considéré comme le fondateur de l'Égypte moderne.

⁶ Le parti Wafd (wafd signifie délégation en arabe) est né d'une délégation nationaliste égyptienne créée après la Première Guerre mondiale, dans le but de négocier l'indépendance de l'Égypte. Il prend toujours plus d'importance jusque dans les années 1950 et devient l'un des plus vieux partis politiques égyptiens.

Je crois que c'était ça, les deux raisons pour lesquelles le coup d'État a réussi sans aucune espèce de difficulté. L'établissement politique s'est effondré et a disparu.

Alors, est-ce que les prises de contact avec ces militaires, pas seulement d'ailleurs, parce que les militaires mettent au pouvoir également des civils, est-ce que... ?

Ah oui, mais c'était principalement les militaires.

Les militaires, oui. Est-ce que ces prises de contact sont faciles pour des diplomates occidentaux ?

Oh, ça n'a posé aucun problème.

Aucun problème ?

Ça n'a posé vraiment aucun problème. Soit il y avait le général Naguib⁷ qui était en quelque sorte la couverture et a été pendant un temps le chef de l'État, d'ailleurs, après qu'on ait renvoyé le type qui avait succédé à Farouk. Comment est-ce qu'il s'appelait ?

Oui, son nom m'échappe.

Comment il s'appelait ?

Ce n'était pas un militaire, d'ailleurs, c'était un civil.

Non, c'était un prince de la famille, un vieux bonhomme que je connaissais bien. Il y a passé quelques mois et, puis, Naguib a pris la suite, je dirai pour la façade, naturellement, parce qu'il ne jouait pas de rôle. C'était Nasser, en fait, qui était le gouvernement, avec ses quelques acolytes. Mais on avait des... On les voyait facilement et il n'y avait aucun problème pour établir les rapports avec eux.

Est-ce qu'ils vous sont apparus anti-occidentaux dès le début ou prendre une attitude ?

Pas particulièrement, non. Je ne dirais pas ça.

Est-ce que, au fond, dans toute cette affaire du Proche Orient dans les années 1950, et surtout vers la fin des années 1950, il y a une chose qui me frappe, moi, tout particulièrement, c'est comment les gouvernements français, anglais, américains ont perçu les Égyptiens, le régime égyptien, les forces égyptiennes à ce moment-là. Est-ce qu'ils étaient bien informés par leurs représentants au Caire ?

Oh, ça n'était pas difficile d'être informés, tout le monde savait ce qui se passait.

Sur la réalité du pouvoir et les orientations de... ?

Et la réalité du pouvoir, à l'époque, c'était une petite bande de militaires qui avait l'armée en main et qui gouvernait sans problème. D'ailleurs, c'est à cette époque-là que les Anglais sont partis. Je ne sais plus en quelle année c'était.

En fait, ils ont commencé l'évacuation.

⁷ Mohammed Naguib, dont le nom complet est Mohammed Naguib Youssef Kotp ElKashlan, né le 19 février 1901 à Khartoum et mort le 28 août 1984 au Caire, est un militaire et homme d'État égyptien. Il est le premier président de la République d'Égypte. Il occupe ce poste depuis la proclamation de la République le 18 juin 1953 au 14 novembre 1954.

1954, non ?

Oui, mais l'évacuation s'est terminée en 1956.

Oui, c'est ça. À la suite de quoi, il y a eu la nationalisation.

Voilà.

Qui aurait eu lieu, peut-être, de toute façon. C'était un des problèmes français, d'ailleurs, le canal de Suez, à l'époque où j'y étais parce que nous étions encore, de ce point de vue-là, en plein dans le régime colonial. La Compagnie du Canal était une sorte de potentat qui se considérait comme l'égal du gouvernement du Caire et qui n'imaginait pas une seconde qu'on pouvait évoluer, qu'il y avait vraiment beaucoup de raisons pour que le régime qui avait été créé au milieu du XIX^e soit modifié au milieu du XX^e. Parce que c'était ça enfin, ils se croyaient encore en 1860.

Moi, je me rappelle, j'ai eu pas mal de conversations avec eux. En fait, c'était avec Georges-Picot⁸, qui était le... parce qu'il y avait le vieux Charles-Roux⁹. Il n'était pas question de discuter avec lui de problèmes modernes. J'ai beaucoup discuté avec Georges-Picot pour essayer de le convaincre qu'il fallait prendre des initiatives pour évoluer et faire changer. Il n'en était pas question, il m'envoyait promener.

Puis, il y a eu la nationalisation. À la suite d'un incident, je ne me rappelle plus exactement comment ça s'est passé mais j'étais parti, à ce moment-là. C'était en 1956.

Vous avez donc assisté aux premières réformes du gouvernement des militaires : la réforme agraire, la distribution des partis politiques...

Oui. C'est-à-dire que c'était, dans le fond, un peu la liquidation d'un passé plus ou moins féodal. La grande affaire, c'était la propriété des terres, naturellement, parce que le régime politique était lié à ça.

Est-ce que sur l'ambassade au Caire, il y a d'autres points sur lesquels je ne vous ai pas interrogé et que vous auriez quelque chose à nous dire d'autre ?

Je crois que nous avons fait le tour des choses. Il y avait le régime égyptien, ç'a été la révolution de 1952 qui était l'aboutissement des changements en cours dont nous venons de parler. Et d'autre part, il y avait les intérêts français qui étaient d'une part les intérêts culturels, c'est-à-dire la langue française, et d'autre part le canal de Suez.

Comment intervient votre retour du Caire ?

Eh bien, c'est Mendès France qui m'a rappelé du Caire. Nous n'étions pas d'accord sur tout, avec Mendès mais nous étions des amis depuis la faculté de droit. J'étais là depuis 4 ans, c'était normal qu'on me change. Alors, il m'a rappelé à Paris pour prendre le poste de représentant permanent à l'OTAN. Et, puis après, il m'a envoyé à Washington.

Mais Mendès, moi, j'ai toujours eu de bons rapports et beaucoup d'estime pour lui, d'ailleurs. En matière de politique étrangère (je vous le disais tout à l'heure), il était encore dans le passé.

⁸ François Marie Denis Georges-Picot (21 December 1870 - 20 June 1951) est un diplomate français et un juriste qui a négocié les accords Sykes-Picot avec son homologue anglais Sir Mark Sykes, signés le 16 mai 1916.

⁹ François Charles-Roux, né à Marseille le 19 novembre 1879 et mort à Paris le 26 juin 1961, est un diplomate, historien et homme d'affaires français. Il préside la Compagnie universelle du canal maritime de Suez de 1948 à 1956.

C'est-à-dire qu'il était encore dans l'alliance franco-britannique dominante, ses différentes manifestations en matière de politique étrangère ont été dans ce sens. Ça a commencé, bien entendu, par l'UEO et ses réactions sur la grande affaire de l'époque qui était le réarmement de l'Allemagne, qu'il ne voyait que dans une consolidation de l'alliance avec la Grande-Bretagne, la garantie de la présence britannique en Europe occidentale, la France et l'Angleterre, en quelque sorte, surveillant l'Allemagne et la contrôlant. Ç'a été l'esprit de l'UEO.

Moi, j'étais à l'OTAN et j'étais chargé de négocier ça. Je trouvais excessif les positions de Mendès sur la Grande-Bretagne. Mais c'était inoffensif. Je veux dire que ça n'avait pas d'inconvénient. D'autre part, la négociation du traité de l'UEO a tout de même été une bonne chose en ce sens qu'elle a permis de régler, par des artifices, mais de régler, tout de même, le problème du réarmement de l'Allemagne. Il paraissait évident qu'il devait être réglé et que l'Allemagne, compte tenu de la situation de l'époque, devait être autorisée à avoir, de nouveau, des forces armées.

Alors, ça a permis de faire accepter par l'opinion française la récupération d'une armée allemande et de faire entrer l'Allemagne dans l'Alliance et dans l'OTAN.

Vous n'avez pas eu du tout à vous prononcer sur la Communauté Européenne de Défense ?

Non. Elle était déjà morte à ce moment-là.

Oui, c'est-à-dire que vous êtes parti avant qu'on n'en parle.

Oui.

Et vous êtes revenu après sa mort.

C'est ça.

Qu'est-ce que vous en pensiez ?

Je trouvais ça stupide. J'ai correspondu, à cette époque-là et à ce propos, avec Alphand qui lui en était un farouche partisan, je me rappelle. Nous avons échangé quelques phrases là-dessus que nous nous amusions à écrire. Mais je trouvais ça tout à fait idiot. Vraiment, c'était un artifice de faire disparaître les armées européennes pour ne pas créer une armée allemande et de mettre nos différents contingents nationaux sous commandement américain. C'est à ça qu'aurait mené la Communauté Européenne de Défense. C'était clair que c'était impraticable, d'ailleurs, puisqu'aucun gouvernement qui a été participant n'a osé le soumettre à la ratification du Parlement français. Et il a fallu que Mendès arrive, qui était contre, pour le soumettre et le faire échouer.

Pendant cette période du Caire, est-ce que vous avez eu des contacts avec le général de Gaulle ?

Non. Vous savez, je ne le voyais pas beaucoup. Il m'est arrivé d'aller lui rendre visite à la rue de Solférino, peut-être, quand j'étais directeur politique et qu'il avait quitté... Je ne me rappelle pas, je l'ai peut-être vu deux ou trois fois, mais ça n'allait pas plus loin que ça. Et pendant la période du Caire, non, je ne l'ai pas vu du tout.

Et Georges Bidault est revenu au pouvoir au ministère des Affaires étrangères à partir de janvier 1953, vous n'avez pas pensé qu'il vous ferait revenir du Caire ?

Je ne peux pas vous dire non, pas particulièrement. Remarquez, à cette époque-là, est-ce que l'affaire d'Algérie avait commencé déjà ?

Elle commence en novembre 1954.

C'était en 1954 qu'elle a commencé. Bidault était parti, à ce moment-là puisqu'il est resté très peu de temps avant Mendès.

Il a été ministre des Affaires étrangères de janvier 1953 jusqu'en juin 1954.

Oui, c'est-à-dire jusqu'à ce que Mendès arrive alors.

Oui.

C'est ça, oui. Avec quel gouvernement ?

D'abord René Maillard, ensuite Laniel¹⁰.

Oui, parce que c'était Mendès qui lui a succédé. Mendès était à la fois président du Conseil et ministre des Affaires étrangères.

Donc, vous étiez opposé à la CED, à la différence d'Hervé Alphand.

Ah oui, mais Alphand était un partisan farouche, curieusement, je n'ai jamais bien compris pourquoi, c'était affectif mais pour des raisons que je ne connais pas.

Et vous devez, en quelque sorte, en tant que représentant français à l'OTAN, recoller les morceaux.

Oui, en tirer les conséquences pour ce qui concerne le réarmement de l'Allemagne.

Est-ce que vous ne voyez pas une inconséquence de la politique française, j'entends, à ce que la France accorde le réarmement de l'Allemagne en octobre 1954 alors que...

Avec la conclusion du traité de l'UEO, vous voulez dire ?

Alors que pendant les années précédentes, elle avait fait tout ce qu'elle pouvait pour refuser le réarmement de l'Allemagne à travers la CED ?

Naturellement, bien entendu que c'était contradictoire. On a changé de position à ce moment-là mais probablement que la présentation était meilleure, j'imagine. D'abord, il y avait l'Angleterre et la promesse des Anglais de rester en Europe. À cette époque-là, ça avait encore une certaine influence, même en dehors de gens comme Mendès.

Ce traité de l'UEO, n'est-ce pas, se présentait comme un traité de précaution contre l'Allemagne. Il y avait le contrôle de son armement et toutes espèces de conditions pour qu'elle ne fabrique pas des choses dangereuses. Et puis, il y avait l'interdiction des armes atomiques. Enfin, tout ça, ça se présentait comme quelque chose qui devait nous prémunir contre les dangers du réarmement de l'Allemagne. C'était un habillage, en somme. C'était enfantin mais, enfin, c'était quand même beaucoup mieux accueilli que la Communauté Européenne de Défense qui mettait tous les Européens sur le même pied, c'est-à-dire sur le pied de l'Allemagne. Là, prenez les précautions pour le contrôle des armements, c'est l'Allemagne que ça visait. L'Allemagne avait l'air d'être contrôlée par nous.

¹⁰ Joseph Laniel, né le 12 octobre 1889 à Vimoutiers et mort le 8 avril 1975 à Paris, est un homme d'État français qui fut président du Conseil sous la IV^e République.

Et quel rôle avait l'arme atomique dans toutes ces négociations ?

À cette époque-là, on y pensait beaucoup moins que maintenant, y compris la France qui y pensait à peine. Même si c'est Mendès qui, quand il était au gouvernement, a pris disons la première décision d'étudier la fabrication. Mais on y pensait beaucoup moins, et la meilleure preuve en est que ce sont les Allemands, c'est Adenauer personnellement qui a pris l'initiative de s'interdire.

C'est lui qui a pris cette initiative ?

Oui.

On ne lui a pas suggéré ?

Non, c'est lui qui a, c'est vraiment les Allemands qui ont pris cette initiative. Remarquez qu'on leur aurait peut-être demandé s'ils n'avaient pas pris l'initiative. Et peut-être, dans une mesure, a-t-il pris l'initiative pour ne pas perdre la face, pour présenter les choses dans de meilleures conditions. Enfin, c'est tout de même comme ça. Il ne s'interdisait pas la possession des armes nucléaires, il s'interdisait la fabrication sur le sol allemand. Mais tout le monde l'a interprété comme une interdiction pour les Allemands d'avoir des armes nucléaires.

Et les Anglais et les Américains n'ont pas essayé d'obtenir une contrainte identique pour la France à cette occasion ?

Ah non, il n'en a jamais été question. Pourquoi plus pour la France que pour l'Angleterre ? Non.

Parce que l'Angleterre avait déjà.

Oui, elle avait déjà mais nous étions tout de même sur un pied d'égalité avec l'Angleterre.

Il y avait des relations spéciales entre les Américains et les Anglais.

Oui, mais ça, ce sont des relations spéciales qui avaient conduit les Américains à fournir les Anglais en quelques armes nucléaires, oui, puisque les Anglais n'en ont jamais vraiment fabriqué. Non, la question ne s'est pas posée.

Est-ce que vous avez assisté à la réunion pendant laquelle Pierre Mendès France a décidé le principe de l'arme nucléaire pour la France ?

Non, j'étais tout à fait en dehors de ça, moi c'était une affaire, disons, de la défense. Il y avait un Commissariat à l'énergie atomique, je crois, qui ne dépendait d'ailleurs pas du ministère de la Défense. Il dépendait, je ne sais plus si c'était de l'Industrie ou de président du Conseil. Non, ça s'est passé comme ça et dans la discrétion. Mais je ne sais pas si ç'a été publié à l'époque. Je ne pense pas.

C. Pozzo di Borgo : Nous n'avons jamais retrouvé le compte rendu de cette réunion.

Oui mais c'est un fait, tout de même. C'est resté dans la tradition que c'est à cette époque-là qu'on avait pris la décision de commencer les études pour la fabrication d'une arme nucléaire française. C'est bien ça, n'est-ce pas ?

M. Vaisse : L'exactitude, d'après les mémoires, les souvenirs des personnes qui étaient témoins...

Il n'y a rien dans les papiers de Mendès, là-dessus ?

Si.

Parce qu'on en a publié des quantités.

Si, mais il n'y a pas le compte rendu de la réunion.

Ah oui.

En fait, certains des participants à la réunion ont gardé l'idée que la décision avait été prise. Et d'autres ont dit : " Ce n'est pas exactement cela. C'est que Mendès France a été convaincu de l'utilité pour la France d'avoir l'arme et a posé la question : Jusqu'où peut-on aller pour avoir à la fois les applications civiles et les applications militaires ?, c'est-à-dire l'idée du tronc commun. " Et dans ces conditions, il a dit " D'accord ". Mais il n'avait pas pris la décision, semble-t-il, de la bombe.

Oui mais en tous les cas, c'est depuis ce moment-là que le Commissariat à l'énergie atomique avait commencé à étudier la chose.

Oui, parce que deux jours après la réunion, est créée une direction spéciale qui est devenue ce qu'on appelle actuellement la DAM, la direction des Applications militaires.

Ah oui, au Commissariat ?

Oui.

Parce que c'est un fait qu'on avait commencé à ce moment-là et que c'est Guy Mollet qui a trouvé la chose en 1956.

Oui...

Quand on a fait le traité de l'Euratom¹¹.

Exactement. Vous êtes donc nommé, pratiquement dans la foulée, ambassadeur à Washington.

Oui, c'est ça.

Où vous succédez...

Je succède à Henri Bonnier.

Henri Bonnier qui y est resté 10 ans.

Depuis la fin de la guerre, oui.

¹¹ Signé en 1957 par les dirigeants des 6 pays fondateurs de la CECA (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) le Traité instituant la Communauté Européenne de l'Energie Atomique surnommé EURATOM définit alors une institution assez méconnue qui est pourtant responsable en partie du développement en Europe de l'industrie nucléaire. Deux traités ont été signés le 25 mars 1957 : le traité instituant la Communauté économique européenne (CEE) et le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom). Les principaux objectifs du traité Euratom étaient les suivants : promouvoir la recherche et la diffusion des informations techniques ; établir des normes de sécurité uniformes pour protéger la population et les travailleurs de l'industrie ; faciliter la recherche ; veiller à ce que les matières nucléaires ne soient pas utilisées à d'autres fins, en particulier militaires.

Est-ce que cette nomination à Washington vous satisfaisait ? Je suppose que oui, mais enfin...

Oui.

Le poste le plus important, semble-t-il ?

Disons que c'était en tous les cas, le plus flatteur. Ce n'était pas forcément le plus important, il y en avait d'autres, je pense à l'Allemagne ou à la Russie. Mais enfin, c'était forcément un poste essentiel. Non, moi j'étais très content d'aller là-bas. Et puis, ça m'intéressait, je ne connaissais pas les États-Unis ou guère, c'est forcément passionnant.

Alors, quels ont été vos grands domaines d'activité pendant la période janvier 1955-juillet 1956 ?

C'était janvier 1955-juillet 1956, oui, c'est ça. Je ne me rappelle plus ce qui se passait en 1955. Vous allez m'aider ?

D'abord, c'est la période d'Eisenhower et John Foster Dulles.

Oui, il se trouvait que je les connaissais bien tous les deux, déjà, ce qui facilitait les choses.

Vous connaissiez Eisenhower en raison de la guerre ?

Oui.

À Alger, je suppose.

Oui.

Et Dulles, alors, dans quelles conditions ?

Eh bien Dulles, je l'avais vu, d'abord avant qu'il devienne secrétaire d'État. Je ne sais plus exactement ce qu'il faisait, mais il était venu en Europe plusieurs fois. Puis, je l'avais rencontré quand j'étais directeur politique aussi. Enfin, je veux dire que c'est un type avec qui j'avais l'habitude de traiter. Je n'avais aucun problème pour faire connaissance.

Quelle était l'atmosphère de l'Amérique, à ce moment-là ? C'était la fin de la chasse aux sorcières ?

Vous savez, vous m'en demandez beaucoup, là.

C'était en même temps la grande période d'expansion économique pour les Américains.

Oui, bien sûr, ils n'avaient aucun problème économique à ce moment-là ; ni le dollar, c'est sûr. Ils étaient la puissance économiquement dominante.

C'était encore l'époque où je vous disais que cette époque-là, 1955, était encore l'époque où les deux grands, Moscou et Washington, dominaient sans aucune espèce de contestation l'ensemble du monde. Il n'y avait pas de problème d'aucune sorte. Les Européens, eux, étant encore dans leur après-guerre, la reconstruction se finissait, la décolonisation se terminait mais elle n'était pas encore terminée. Et au point de vue militaire non plus, il n'y avait aucune espèce de problème quant à la supériorité des Russes et des Américains.

C'était une époque, dans le fond, très différente de celle d'aujourd'hui par rapport à l'Europe et à sa position, et par rapport au Tiers Monde parce que le Tiers Monde a pris, depuis, une importance qu'on ne soupçonnait pas. Sans compter le Japon et sans compter la Chine.

Oui, c'est justement à cette époque-là, où vous êtes à Washington, que se passe la conférence de Bandung.

Des pays du Tiers Monde, comment est-ce qu'ils s'appellent ?

Oui, c'est ça.

Enfin, des pays neutres, oui.

Est-ce que cela fait un certain choc dans les milieux diplomatiques de Washington ?

Non, c'est une époque où, du fait de cette prédominance des deux, on ne se préoccupait pas beaucoup du reste, on n'y attachait pas une très grande importance. C'était gentil. Ils faisaient leur conférence, ils s'amusaient entre eux, d'accord. Mais on n'en tirait pas de conséquences.

Est-ce que vous croyiez au dégel qui se passait en Union soviétique après la mort de Staline, et la préparation du 20^{ème} Congrès ?

Il y avait eu des règlements de compte. Mais personne à cette époque-là n'a jamais pensé que ça changeait les choses. Pas du tout !

En réalité, moi j'ai toujours gardé le souvenir que la mort de Staline a, en quelque sorte, marqué le moment où la Russie a vraiment changé de position sur l'Allemagne et défini la position qu'elle a toujours, qui est le maintien indéfini de la division. Parce que du temps de Staline encore, peut-être jusqu'en 1955, c'est possible, la politique commençait déjà à changer. La politique soviétique était d'essayer d'établir en Allemagne comme dans le reste de l'Europe centrale, un régime communiste et s'imaginer qu'on la dominerait par la voie de la politique intérieure.

Je crois qu'ils commençaient déjà à changer et à se rendre compte que, s'agissant d'un grand pays, même s'il avait un régime communiste, ça ne changeait pas le fait que c'était un grand pays et qu'il n'était pas sous la botte de l'Union soviétique. Ils avaient déjà l'expérience avec la Chine, à ce moment-là, parce que ce sont les deux voisins qui comptent, à cet égard.

Les Russes n'avaient jamais été très partisans de la réunification de la Chine. Ils ont soutenu Tchang Kaï-chek¹² pendant longtemps et ils ont beaucoup hésité à soutenir les communistes chinois contre Tchang Kaï-chek (c'était en 1959 ?), à la réunification de la Chine sous un régime communiste. Et puis après, ils s'en sont mordu les doigts et se sont complètement brouillés.

Alors, avec l'Allemagne, dans le fond, l'esprit était un peu semblable. Mieux valait une Allemagne divisée, partie américaine, partie soviétique, comme ça, on n'avait pas d'ennui. Et je crois que c'est à ce moment-là qu'ils sont vraiment devenus partisans de cette coupure indéfinie de l'Europe, et consacrée par l'occupation militaire américaine en Allemagne

¹² Tchang Kaï-chek, ou Chiang Kaï-Shek, ou Chang Kaï-chek ou Jiang Jieshi (chinois traditionnel) né le 31 octobre 1887 à Ching Yang Shui dans le district de Fenghua et mort le 5 avril 1975 à Taipei, est un militaire et homme d'État chinois qui fut l'un des principaux représentants du Kuomintang après la mort de Sun Yat-sen en 1925. Il fut le chef militaire, avec le titre de généralissime, à diverses périodes et en alternance, le chef du gouvernement et le président de la « Première République » puis, jusqu'à sa mort, le président de la « république de Chine » à Taïwan.

occidentale, contre laquelle ils n'ont aucune objection. Ils n'ont jamais protesté, à ma connaissance.

Quels étaient vos rapports avec le nouveau ministre des Affaires étrangères, Antoine Pinay¹³, en 1955 ?

Je n'ai pas eu de mauvais rapports avec Pinay. Il était ministre des Affaires étrangères jusqu'à quand ?

Jusqu'en janvier 1956.

Jusqu'en 1956. Dans quel gouvernement ?

Edgar Faure.

C'était Edgar Faure. Oui et alors en 1956, c'était quel gouvernement ?

C'est le Front républicain qui arrive au pouvoir avec Guy Mollet et Christian Pinaud.

C'était Guy Mollet, oui, après les élections du début de 1956. Mes rapports avec Pinay n'étaient pas mauvais. Nous nous connaissions déjà avant, bien sûr, je n'ai jamais eu de problèmes particuliers avec lui.

Et dans les négociations, dans les conversations que vous aviez avec les responsables américains, quel rôle jouaient les problèmes d'Afrique du Nord ? Est-ce qu'ils en parlaient ?

Non, à ce moment-là, ça jouait peu de rôle. Ce qui jouait un rôle, c'était l'Indochine plutôt. Ça les intéressait beaucoup plus que l'Afrique du Nord, à cette époque-là.

Oui mais c'est le moment où les États-Unis prennent le relais, en quelque sorte, de la France en Indochine.

Oui, c'est pour ça que ça les intéressait puisqu'ils étaient directement impliqués. Diên Biên Phu, c'était quand ?

Mai 1954.

C'est cela mai 1954. Puis, il y a eu Mendès après. Et pour nous, l'Indochine était finie et les Américains commençaient à s'installer.

C'est ça.

C'est ça qui les intéressait, à ce moment-là.

La négociation du traité de l'OTASE¹⁴, est-ce que vous y avez été mêlé ?

¹³ Antoine Pinay, né le 30 décembre 1891 à Saint-Symphorien-sur-Coise et mort le 13 décembre 1994 à Saint-Chamond, est un homme d'État français.

¹⁴ L'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE ou pacte de Manille, en anglais *Southeast Asia Treaty Organization*, SEATO), mise en place entre 1954 et 1977, était un pacte militaire pro-occidental, regroupant deux pays de l'Asie du Sud-Est non communistes et des États d'autres régions du monde ayant des intérêts dans celle-ci. L'OTASE a été créée le 8 septembre 1954, à l'initiative des États-Unis, dans le contexte de la guerre froide dans le cadre du pacte de défense collective de l'Asie du Sud-Est lors de la conférence de Manille débutant le 6 septembre. Le traité rend possible le règlement pacifique des litiges ou conflits entre pays membres, donne force aux institutions existantes en instituant une coopération économique et technique, mais permet surtout de constituer une protection contre ce que certains pays désignent sous le terme d'agression communiste. Il est notamment spécifié, que les États-Unis interviennent sous réserve expresse que cette intervention ne soit qu'une

Oui. Quand est-ce que nous nous sommes retirés de l'OTASE ?

Mais je crois que...

Non, c'était beaucoup plus tard. Quand j'étais à Manille, c'était en 1958 ou 1959 ?

1959.

1959, c'est ça, oui. Je ne sais pas de quand ça date, l'OTASE.

Justement du début de 1955.

Ça date du début ?

Fin 1954, début 1955.

Oui, ça, je n'y ai jamais été pour rien. Je n'ai jamais eu à en connaître. Je n'étais plus en Égypte, à ce moment-là, depuis longtemps. Et je n'étais pas au ministère. Enfin, c'était une affaire anglaise, anglo-américaine mais enfin surtout anglaise, pour essayer de maintenir un petit peu d'influence dans la vallée de l'Euphrate puisque, dans le fond, c'était essentiellement Bagdad.

Oui, c'est ça.

Moi, je n'ai jamais eu à m'en occuper. D'ailleurs, les Américains n'y participaient pas ou si ?

Si, nous parlons de l'OTASE mais pas du pacte de Bagdad.

Oui. Mais l'OTASE, les Américains n'y participaient pas.

Les Américains y participaient, à la différence du pacte de Bagdad.

Ah, ils y participaient, les Américains ? Ça, je n'ai pas le souvenir.

Alors, dans cette ambassade à Washington, grande question que vous avez à traiter, c'est l'affaire du Proche Orient, la rivalité israélo-arabe, l'affaire des fournitures d'armes. Est-ce que vous avez le souvenir de cette...

Il n'y avait pas tellement à s'occuper de ces choses-là. C'était assez différent de ce que c'est devenu par la suite parce qu'en Amérique, le lobby juif n'était pas encore constitué comme un vrai gouvernement qu'il est aujourd'hui. Il n'avait pas la même influence sur les États-Unis. Et d'autant plus qu'il y avait, au regard, le lobby pétrolier qui a largement disparu depuis la nationalisation de l'Arabie saoudite, la disparition de l'AROCO¹⁵.

Alors, les affaires israéliennes à cette époque-là aux États-Unis étaient jugées avec, je ne veux pas dire qu'on ne s'y intéressait pas, davantage d'éloignement. Et on était très content, en particulier, à cette époque que la France fasse tout le zèle qu'elle faisait à l'époque pour les juifs. Avec toutes les livraisons qui s'en suivaient et cette espèce d'interpénétration du ministère de la Guerre français par les Israéliens. On était très content que les Français prennent la responsabilité, vis-à-vis des Arabes pétroliers, des livraisons d'armes et que les Américains soient un peu en retrait et n'aient pas d'autre fonction, dans la circonstance, que de payer. Parce que c'est eux qui payaient largement déjà les armes pour l'armée israélienne.

réponse à une agression ou à une attaque armée communiste, les États-Unis devant avant toute action consulter les autres signataires.

¹⁵ Orthographe incertaine

Il n'y avait, en réalité, pas beaucoup de problèmes et il n'y en a pas eu entre nous, je veux dire entre nous et les Américains. Il n'y a eu de problèmes que par la suite lorsqu'il y a eu la nationalisation du canal et puis tout ce qui s'en est suivi sous la forme, d'ailleurs, d'un conflit entre la France et les États-Unis. Mais j'étais déjà presque parti puisque la nationalisation du canal, ce doit être en mai 1956.

Juillet 1956.

C'est juillet 1956, oui. Alors, à ce moment-là, les Américains, leur affaire au Moyen Orient, c'était le grand barrage, si ça vous dit quelque chose.

Absolument.

La prise en main par eux et donc le financement de ce grand barrage. Mais je vous l'ai déjà raconté, non ? Les Américains avaient pris ça en main. Puis, avec le temps qui passait, il y a eu des oppositions. Et il y a eu, contre le grand barrage et le financement américain de ce grand barrage, une sorte de conjonction du lobby pétrolier et du lobby juif. Non, pas du lobby pétrolier mais du lobby cotonnier et du lobby juif, les producteurs de coton, c'est-à-dire le Sud qui étaient très contre parce que ça risquait d'augmenter la production de coton de l'Égypte, les juifs étant contre parce que c'était une aide à l'Égypte ennemie.

Alors, les Américains ont laissé tomber la chose, avec une brutalité, d'ailleurs, extraordinaire. Du jour au lendemain, ils ont dit qu'ils ne s'en occupaient plus. Cela a été pris en compte par les Russes par la suite. C'est ça qui devait être en mai, je crois.

Oui, la décision des Américains.

La décision des Américains, c'est ça. Alors ça a fait une histoire épouvantable entre eux et les Égyptiens. Je vous raconte si je ne vous l'ai pas déjà racontée une anecdote à ce propos. Moi, j'étais en rapport, bien sûr, avec le département d'État sur la question parce que ça ne nous concernait pas mais ça nous intéressait tout de même beaucoup. Alors, ils m'ont demandé, je ne me rappelle plus qui c'était : “ *Eh bien vous qui avez été en Égypte, qu'est-ce que vous croyez que va être la réaction du Caire et des colonels, comme on disait à l'époque ?* ” Et je leur ai répondu : “ *Eh bien c'est bien simple, ils vont nationaliser le canal de Suez. Il n'y a pas autre chose qu'ils puissent faire* ”. Et la nationalisation est venue un mois après. J'ai été considéré à ce moment-là aux États-Unis comme une espèce de devin. Cela a beaucoup fait pour me donner un prestige, si je puis dire. Je suis parti quelques mois plus tard, d'ailleurs... (rires).

Et ils ont nationalisé le canal à la suite de... dont les Américains se foutaient éperdument, d'ailleurs. Ça n'était pas du tout une sanction contre eux. Mais c'était une sanction contre les Occidentaux en général, c'est-à-dire que ça allait dans le sens de la prise en main du grand barrage par les Soviétiques et d'une orientation nouvelle de la politique égyptienne.

Depuis que vous aviez quitté Le Caire, est-ce qu'il n'y avait pas une évolution de la situation au Proche Orient d'une part, et de la politique égyptienne d'autre part, qui amenait le colonel Nasser à adopter des vues de plus en plus anti-occidentales ?

Oui, je crois en effet que Nasser, dans ces deux années, à peu près deux années ou un an et demie, avait pris des positions beaucoup plus prosoviétiques. Est-ce que c'était lié déjà à cette époque-là au problème des livraisons d'armes ?

Absolument. Livraisons d'armes tchécoslovaques.

C'est ça parce que les Orientaux avaient commencé à lui livrer des armements.

Tout à fait.

Ça joue toujours un rôle très important dans ce genre de pays parce que les Occidentaux refusaient de lui livrer des armes, parce qu'il y avait l'occupation britannique, d'abord, je pense.

Oui, et les Occidentaux.

Et puis à cause des juifs, des Israéliens, quoi.

Les Occidentaux qui étaient associés dans le MEAC, le Comité pour la coordination de la politique occidentale et les livraisons d'armes au Proche Orient avaient décidé de mettre l'embargo sur les livraisons d'armes à Israël tant que les Nations Unies n'auraient pas pris position dans les différents petits conflits frontaliers qui existaient constamment entre Israël et l'Égypte, Israël et la Syrie, etc. Et ensuite, il y a eu cette volonté de la France de compenser le déséquilibre des armements au Proche Orient en fournissant des armes à Israël, qu'Israël demandait. Et tout en disant aux Américains : " Mais nous ne voulons pas être les seuls à livrer des armes à Israël ".

Mais nous avons commencé à livrer des armes à Israël depuis bien avant 1956, non ?

Oui, mais...

Je ne sais pas, ça a commencé dans les années 1952-1953 ou comme ça...

Oui, mais les grosses livraisons d'armes faites par les Français sont intervenues à ce moment-là, début 1956.

Ah oui ?

Et vous avez fait, je crois, Monsieur le Premier ministre, des démarches auprès du Département d'État pour dire : " Mais nous ne voulons pas être les seuls à livrer les armes, parce que... ".

C'est possible, oui.

" ... parce que nous ne voulons pas que toute la haine des Arabes se tourne vers nous alors que nous avons des problèmes en Afrique du Nord ".

Oui... nous avons déjà la guerre en Algérie, bien sûr.

Est-ce que cette interaction entre les problèmes d'Afrique du Nord et les problèmes du Proche Orient vous rappellent quelque chose dans les négociations que vous avez eues avec les Américains ?

Non, ce que je sais, c'est que les troubles en Algérie, enfin la guerre civile en Algérie avait déjà commencé quand j'étais là-bas. Et que dans le fond, nous avons des problèmes, disons, de relations publiques avec les États-Unis à ce sujet, parce qu'eux, ils étaient anticolonialistes et que, par exemple Kennedy, ils avaient pris position contre nous pratiquement, à juste titre, d'ailleurs, il faut bien le dire. C'était comme ça et cela ne nous plaisait pas du tout.

Mais alors, dans quelles circonstances, est-ce que vous avez été consulté par le nouveau gouvernement Mollet-Pinaud sur la façon dont il fallait se comporter à l'égard du Caire,

puisque vous aviez été ambassadeur au Caire pendant 4 ans, qu'il y avait un nouvel ambassadeur, du Chayla.

C'était du Chayla qui m'avait remplacé, oui.

Est-ce qu'on vous a consulté ?

Vous savez, on ne consulte jamais les gens.

Et alors, qu'est-ce qui vous a amené à quitter Washington ? Vous avez parlé tout à l'heure d'un...

C'est Pinaud qui m'a renvoyé de Washington parce que... Comment est-ce qu'on peut dire ? C'était quand, ça ? Vers le milieu de 1956 ?

Oui.

C'est-à-dire que c'était, dans le fond, dans l'esprit de la nationalisation du canal de Suez parce que je n'étais pas du tout en harmonie avec ce gouvernement. Il le savait très bien. Quand c'était en juillet, que je suis parti ?

Oui.

Oui, c'était avant l'expédition de Suez.

Oui.

Oui, il y avait déjà une attitude du gouvernement français vis-à-vis de l'Égypte et du Moyen Orient qui était absolument contraire à ce que je pensais notre position.

Et alors, qu'est-ce que vous pensiez de la position de la France ? Vous-même, comment estimiez-vous que devait être l'attitude de la France ?

Eh bien, je pensais, contrairement au gouvernement, d'abord qu'il n'y avait aucun rapport entre les événements du Moyen Orient et la guerre d'Algérie.

Ah, vous le pensiez ?

Ah oui, tout à fait. J'ai toujours eu une position hétérodoxe sur l'Algérie. Je dis toujours à mes amis : " *Quand je suis entré au gouvernement en 1958 j'étais, au Conseil des ministres, le seul qui était convaincu que ça ne pouvait se terminer que par l'indépendance.* " C'est vrai, j'étais vraiment le seul parce que les plus libéraux, y compris de Gaulle d'ailleurs, imaginaient la communauté, c'est-à-dire un gouvernement algérien associé, en quelque sorte, à la France comme l'ont été pendant quelques temps les pays africains devenus indépendants. La communauté dont la Constitution avait été faite par l'Algérie, d'ailleurs. Vous le savez comme moi.

Vous disiez la liaison entre les problèmes d'Afrique du Nord et les problèmes du Proche Orient.

C'est ça, oui. À Paris, ils savaient tout de même mon opinion sur ces problèmes et ils connaissaient aussi mon jugement sur la nationalisation du canal. Mon jugement étant que c'était bien de notre faute parce que nous avons laissé traîner les choses indéfiniment sans chercher à trouver une nouvelle solution et que, d'autre part, il ne fallait pas les lier avec l'Algérie et en tirer des conséquences pour une action anti-égyptienne, parce qu'on y pensait

déjà, à ce moment-là, en juillet 1958. Ça a pris corps un peu plus tard parce que c'est un peu plus tard que les Anglais ont donné leur accord. Tout ça créait, en quelque sorte, si vous voulez, un état d'esprit qui faisait que le gouvernement considérait que je n'étais pas du tout dans sa ligne, Christian Pineau en particulier, et qu'il y avait à ce moment-là Alphand qui était à New York, aux Nations Unies. Donc, c'était commode de le mettre et moi de m'envoyer à Bonn.

Louis Joxe.

Puisque Joxe était...

Nommé secrétaire général.

Nommé secrétaire général, oui. Alors, ça s'est trouvé comme ça. Et puis c'était une façon commode de se débarrasser de moi dans un poste où j'agaçais le pouvoir.

J'aimerais revenir sur deux points. D'abord, comment pouviez-vous estimer qu'il n'y avait pas de relation entre les événements d'Afrique du Nord et ce qui se passait au Proche Orient ?

Parce que les événements en Afrique du Nord étaient des événements, en quelque sorte, *sui generis* si je puis dire. Les Algériens s'étaient révoltés contre les Français. Mais ils l'avaient fait de façon tout à fait spontanée et sans du tout que ce fût organisé, comme le croyait Guy Mollet par le gouvernement égyptien.

Il y avait bien une aide égyptienne.

Mais c'est venu plus tard, beaucoup plus tard. Le 1^{er} novembre 1954, ce n'est pas l'Égypte qui l'a organisé, c'était un mouvement spontané des Algériens qui voulaient changer la tutelle de la France. C'est absolument évident.

Oui, sur le plan des faits, on ne peut pas nier que...

Qu'il y ait eu par la suite une sympathie des...

Plus qu'une sympathie.

Une sympathie des gens du Moyen Orient qui les a conduits, par exemple à recevoir des rebelles algériens ou à les aider bien sûr.

Livraison d'armes également.

Oui mais modestement. C'était tout à fait autre chose que l'idée que c'était organisé par les Égyptiens et que si on mettait à raison les Égyptiens, tout en Algérie s'arrangerait de soi-même. Parce que c'était la conviction de Guy Mollet.

Tout à fait. Mais vous l'avez dit ?

Comment ça ?

Vous avez exprimé cette opinion, à ce moment-là ?

Je ne l'ai pas exprimée publiquement.

Bien entendu, dans vos dépêches ou dans vos télégrammes ?

Oui mais c'était après. Je dirais, c'était après au moment de l'expédition de Suez parce que l'expédition de Suez a été la manifestation de l'idée que si on corrigeait les Égyptiens, ça réglerait le problème algérien. C'était ça, la théorie de Guy Mollet et de ses adeptes. Pineau, peut-être un petit peu moins, d'ailleurs. Mais il y a participé quand même et il l'a commenté récemment. C'est vous qui m'en avez parlé, non ?

Oui, tout à fait. Évidemment, on a tendance à minorer les échecs politiques. Dans ce cas...

Ce n'était pas un échec, c'était un désastre ! Cela a été vraiment la plus grande humiliation que nous ayons connue depuis la guerre, l'affaire de Suez.

C'est sur ce point de l'affaire égyptienne qu'il y a eu un désaccord entre le ministre des Affaires étrangères et vous à ce moment-là ?

Moi, j'étais à Bonn, à ce moment-là.

Avant votre départ de Washington ?

Je vous ai dit, avec précautions, qu'avant mon départ de Washington, j'étais dans un état d'esprit qui était exactement à l'opposé de l'état d'esprit du gouvernement et que ça ne pouvait pas ne pas être senti. Mais ça ne se manifestait pas dans les rapports officiels, ni autrement. Simplement, on savait bien à Paris que je n'étais pas d'accord avec eux et que, par conséquent, ça ne serait pas mal de me faire quitter Washington où, justement, on discutait de ces problèmes-là. Et on pourrait avoir des choses à faire.

Au fond, qu'est-ce que le gouvernement français attendait des Américains dans cette année 1956 ?

Ce qu'il attendait des Américains pour quoi ?

Dans l'affaire du Proche Orient.

Dans l'affaire du Proche Orient, ça veut dire l'affaire de Suez.

Oui.

J'imagine qu'au début, quand le canal a été nationalisé, peut-être qu'on s'imaginait à Paris, mais je n'ai aucun fait pour l'étayer, que les Américains avaient condamné la chose. Et on a sûrement été déçus qu'ils ne l'aient pas fait. Alors après ça, ce qui s'est passé, s'est toujours fait, en quelque sorte, derrière le dos des Américains, en cachette. Cela a été un complot, y compris avec les Anglais. Et les Américains, quand le complot s'est révélé par l'occupation de Port-Saïd, ont été très étonnés que les Franco-britanniques aient eu le culot de faire ça derrière leur dos et, en quelque sorte, contre eux. Ils ont dû être très, très mécontents.

Mais voyez-vous, c'est simplement une autre façon de dire qu'on n'attendait rien des Américains, sinon peut-être de nous laisser opérer comme nous l'entendions à Suez. Là, je crois qu'ils ont été étonnés à Paris, à ce moment-là. Mais ce que j'en dis, ça n'est que du laïus, ils ont dû être étonnés que les Américains réagissent aussi vigoureusement.

Est-ce que vous aviez, quand vous étiez à Washington, des relations avec le Quai d'Orsay qui étaient autres que celles que vous pouviez avoir avec le ministre des Affaires étrangères ? Est-ce qu'il y avait une correspondance parallèle, par exemple ?

Non, il n'y avait qu'une correspondance officielle.

Officielle ?

Oui, ce qu'ils appellent les dépêches, vous savez.

Et les télégrammes.

Et des télégrammes, bien sûr. Qui était secrétaire général à l'époque ? C'était Joxe.

À partir de juillet.

De juillet 1956 ? Et avant, c'était qui ? C'était encore Parodi¹⁶ ?

C'était encore Parodi.

Et le directeur politique, c'était qui ?

Je me demande si La Tournelle y était toujours ;

Ah oui.

En tout cas, il y avait l'équipe La Tournelle-Roland de Margerie. Je crois que Margerie l'était devenu en titre.

Il était devenu, oui...

En titre ?

Il m'avait remplacé, non ?

Non, c'était La Tournelle.

C'était La Tournelle. Mais où est-ce qu'était Margerie, alors ?

Adjoint.

Il était directeur politique adjoint, il était resté.

Oui et cependant Christian Pineau était allé au Caire.

Oui. Christian Pineau, dans ses débuts, avait été très différent de Guy Mollet dans mon souvenir, je dirais, un autre état d'esprit. Et puis il a changé, je ne sais pas pourquoi. Est-ce que c'est à cause de l'Algérie ? Je ne sais pas. Je n'ai jamais su quelles étaient ses idées sur l'Algérie, à Pineau. Guy Mollet, c'était facile de savoir.

Mais c'est ambigu, dans la mesure où il veut avoir à la fois le cessez-le-feu mais aussi des élections libres et qu'il envoie des émissaires à Rome et au Caire pour... (inaudible). Guy Mollet.

Oui, il veut avoir des élections.

Il veut organiser des élections libres en Algérie et il envoie des émissaires à Rome et au Caire pour prendre contact avec le FLN ?

Oui.

¹⁶ Alexandre Parodi, né le 1er juin 1901 à Paris où il est mort le 15 mars 1979, est un haut fonctionnaire, résistant et homme politique français, compagnon de la Libération.

Et en même temps, il envoie le contingent.

Oui.

C'est une politique ambiguë et complexe.

Oh, c'est une politique fondée principalement sur l'ignorance parce qu'il n'avait vraiment aucune espèce de compréhension de ce qu'était le problème algérien.

Oui mais alors, c'était un peu cela que je voulais dire tout à l'heure en parlant de la perception par les Américains, les Français et les Anglais, des problèmes du Proche Orient. Est-ce que tout cela n'était pas fondé sur une ignorance de ce qui se passait exactement en Égypte ?

Mais bien entendu. Du côté français, vous voulez dire ?

Oui.

Oui, naturellement pour Guy Mollet, Nasser c'était le diable. C'était quelque chose d'abominable.

Vous étiez resté en contact avec du Chayla ?

Non, pas du tout. Mais bon, il est comme tous les Français, il n'a jamais rien compris au Moyen Orient, ni, en l'espèce, à l'Égypte, naturellement. C'est une des raisons qui lui faisait croire que l'Égypte jouait un rôle capital dans l'organisation de la rébellion algérienne.

Fin de l'entretien